

**LE GABON ÉMERGENT : UN POU MON VERT, UN PÔLE DE STABILITÉ
DANS UNE AFRIQUE EN CROISSANCE CONFRONTÉE AU DÉFI SÉCURITAIRE**

**Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire
France - Afrique centrale au Gabon**

7 au 10 mai 2013

Une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France - Afrique centrale, conduite par **M. Jean-Pierre Cantegrit**, président, et composée en outre de **Mme Catherine Tasca** et de **M. Jean-Marc Pastor**, s'est rendue au Gabon, du 7 au 10 mai 2013.

Répondant à une invitation de Mme Rose Francine Rogombé, Président du Sénat, la délégation a pu faire le point sur l'actualité de la relation franco-gabonaise, sur la situation de la communauté française (11 233 Français immatriculés), sur l'évolution sécuritaire préoccupante du continent africain en général et de l'Afrique centrale en particulier, ainsi que sur les pistes de consolidation d'un Gabon « vert ».

La mission a rencontré le Président de la République gabonaise, M. Ali Bongo Ondimba, le Président du Sénat, Mme Rose Francine Rogombé, et plusieurs sénateurs. Elle s'est en outre entretenue avec les principaux membres de l'opposition gabonaise.

Au cours de son séjour, elle a pu rencontrer la communauté française et visiter le lycée Blaise Pascal, l'Institut français Saint-Exupéry, l'hôpital d'instruction des armées Omar Bongo. Elle a également rendu hommage à la mémoire du capitaine Charles N'Tchoréré et participé à la cérémonie de commémoration de la victoire de 1945 au Camp de Gaulle.

La mission a permis de constater que le Sénat du Gabon est devenu une institution essentielle au cœur de la République (I), alors même que la stabilité et l'émergence du Gabon dans une Afrique en croissance est menacée par le braconnage et le terrorisme (II). Dans ce contexte, les Forces françaises au Gabon constituent un élément important pour la sécurité en Afrique (III).



I - Le Sénat du Gabon : une institution essentielle au cœur de la stabilité de la République

Lors d'une réunion de travail avec **Mme Rose Francine Rogombé, Président du Sénat** et des membres du groupe d'amitié Gabon-France, au premier rang desquels son Président, **M. Léonard Andjembé**, la délégation a pu faire le point sur les 15 ans d'activité du Sénat du Gabon et la coopération sénatoriale franco-gabonaise.

Issu de la révision constitutionnelle du 18 mars 1994 et mis en place en février 1997, le Sénat du Gabon légifère et contrôle l'action du gouvernement. Les 102 sénateurs sont élus, au suffrage universel indirect par les conseils municipaux et les assemblées départementales, pour un mandat de 6 ans. Le dernier renouvellement a eu lieu en 2009.

Depuis la création du **Sénat gabonais**, en particulier depuis l'accord formalisé en 1998 entre le Président René Monory et son homologue gabonais le Président Georges Rawiri, le Sénat français a accompagné de manière continue le **Sénat du Gabon**. Ce soutien s'est tout d'abord matérialisé par une **aide à son installation**, puis par une **coopération technique interparlementaire**, de manière autonome ou en lien avec l'Union interparlementaire (UIP) et le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD).

Lors du décès du Président Omar Bongo, le Sénat a montré à quel point il était une **institution essentielle à la garantie de la stabilité républicaine gabonaise**. Son Président, Mme Rose Francine Rogombé, a ainsi assuré l'intérim de la présidence de la République du 10 juin au 16 octobre 2009.

Les échanges avec la délégation ont permis de faire le point sur la coopération entre les Sénats gabonais et français et la volonté partagée de la renforcer. Ils ont également mis en lumière le rôle du bicamérisme en Afrique en général, et au Gabon en particulier. Ils ont enfin souligné l'importance de la mise en place d'actions de **coopération décentralisée** pour développer les liens entre les collectivités territoriales gabonaises et françaises. Cette thématique devrait d'ailleurs être au centre d'une **mission que le groupe d'amitié Gabon - France du Sénat pourrait effectuer à Paris et en province courant 2014**.



Entretien avec Mme Rogombé, Président du Sénat, et des membres du groupe sénatorial d'amitié Gabon – France

Sur le plan politique, le **dialogue national** se poursuit. Pour sa part, la délégation a rencontré les diverses composantes de l'opposition gabonaise.

Il ressort de ces entretiens que la majorité et l'opposition souhaitent que les prochaines élections soient incontestables. Pour atteindre cet objectif, les listes électorales doivent être fiables et les électeurs bien identifiés. C'est la raison pour laquelle, le Gabon a choisi d'entreprendre la mise aux **normes biométriques** du système électoral. Au fur et à mesure de sa mise en application, des difficultés techniques sont apparues qui ralentissent le calendrier électoral. Le débat porte ainsi actuellement sur les **élections locales**, initialement programmées en avril 2013 et qui ont été reportées au 23 novembre 2013 au plus tard, par la Cour constitutionnelle.



Rencontre avec des représentants de l'opposition

II – Le Gabon : un Etat stable et émergeant dans une Afrique en croissance menacée par les braconniers et les terroristes

La délégation a été longuement reçue par le **Président Ali Bongo Ondimba**, lors d'une **audience de plus de deux heures**.

Au cours de cette rencontre, ont été principalement évoquées la **géopolitique sous-régionale** et l'**actualité gabonaise**.

Alors que l'Afrique centrale est touchée par de multiples crises, notamment en Centrafrique, dans la région des Grands Lacs, au Congo ou en RDC, le Gabon est l'un des rares Etats de la sous-région à être demeuré **stable** depuis son indépendance en 1960.

Avec une inflation maîtrisée, une forte croissance et une balance commerciale excédentaire, le Gabon est classé par les institutions internationales comme un pays à revenu intermédiaire mais avec une économie de rente pétrolière peu diversifiée.

Dans ce contexte, des **réformes économiques** ont été mises en œuvre depuis 2009 pour faire émerger un « Gabon industriel », un « Gabon des services » mais aussi un « Gabon bleu » et un « Gabon vert », avec le développement durable au cœur de la démarche.

Pays équatorial francophone, le Gabon comporte 1,5 million d'habitants pour une superficie de près de 268 000 km². Alors que les pays limitrophes se caractérisent par de fortes densités de population, le Gabon fait exception puisqu'il dispose d'espaces importants aiguisant de nombreuses convoitises.

La **forêt équatoriale gabonaise** constitue une richesse pour le pays mais aussi pour le monde dont elle est l'un des poumons verts, comme a pu le constater la délégation lors d'une visite de terrain au parc d'Akanda (nord de Libreville), dit « arboretum Raponda Walker », lequel fait partie d'un projet visant à aménager des sites protégés périphériques de la capitale pour en faire des lieux d'écotourisme et de pédagogie.

C'est la raison pour laquelle, un projet de coopération entre l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN) et l'Agence française de développement (AFD), dit « Arc d'Emeraude » d'un montant de 10 millions d'euros est mis en œuvre sur la période 2012-2017.

L'environnement est aussi au cœur des migrations interafricaines où la question de la rareté de l'eau ne peut être sous-estimée. Le Président Ali Bongo Ondimba a considéré que si la forêt équatoriale n'est pas préservée, alors qu'elle permet la pluviométrie continentale, sa destruction contribuera à accroître la déstabilisation des Etats en Afrique. Il a souligné qu'au Gabon, cette question consensuelle a conduit à ce que le taux de déforestation soit aujourd'hui ramené à 0,01%.

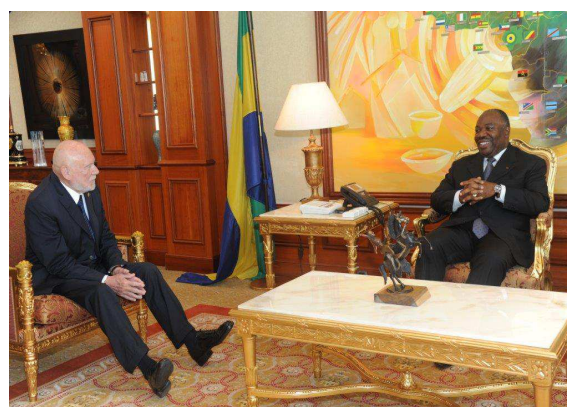
L'instabilité actuelle au Sahel et en Centrafrique, le développement du trafic de l'ivoire, des narco-trafics, des trafics d'armes et du terrorisme islamiste constituent des **risques majeurs de déstabilisation du continent en général et de la sous-région en particulier**.

Les braconniers des éléphants y contribuent en ouvrant des chemins permettant ensuite

des tentatives de pénétration armée. Avec la question de l'eau et des braconnages, l'environnement représente également un enjeu majeur pour la sécurité continentale.

Le « champ de bataille » pour les terroristes s'est désormais déplacé vers l'Afrique où un vaste territoire non contrôlé facilite tous les trafics.

C'est pourquoi le Gabon, non seulement conscient de ces risques mais également victime potentielle, souhaite une **Conférence internationale spécifique sur la seule question de la sécurité**, comme l'a réaffirmé directement à la délégation, le Président Ali Bongo Ondimba.



Audience présidentielle du 8 mai 2013

III – Les Forces françaises au Gabon : un atout pour la sécurité des Français en Afrique

La délégation a tenu à participer à une prise d'armes pour honorer la **mémoire du capitaine Charles N'Tchoréré**, officier de l'armée française né à Libreville, combattant volontaire dans la Somme, fait prisonnier puis assassiné par les nazis en 1940. Le capitaine N'Tchoréré symbolise en effet l'engagement et le courage des 80 000 soldats africains français qui ont combattu pour la France et le monde libre.

La délégation a ensuite participé à la **cérémonie de commémoration de la victoire de 1945 au Camp de Gaulle** et s'est entretenue avec le **général Jean-Jacques Toutous**, commandant des Forces françaises au Gabon (FFG) et divers officiers.

De ces rencontres, il ressort notamment que les Forces françaises stationnées au Gabon (FFG) constituent la base opérationnelle avancée sur la façade occidentale de l'Afrique. Composées d'un millier de militaires, les FFG forment un réservoir de forces unique en Afrique subsaharienne.

Les FFG ont ainsi contribué au renforcement de l'opération Licorne en avril 2011 (Côte d'Ivoire) et elles ont assuré la protection des ressortissants et des intérêts français lors de la crise en République centrafricaine, de décembre 2012 à janvier 2013, puis au printemps 2013 (opération Boali).



Cérémonie du 8 mai 2013 au Camp De Gaulle

Outre ces actions d'urgence, les **Forces françaises déployées en Afrique** soutiennent l'architecture de paix et de sécurité de l'Union africaine par une coopération militaire régionale très active. Ce sont ainsi plus de 5 000 militaires africains qui sont formés chaque année par les FFG dans la zone de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), un soutien important, en particulier aux forces africaines impliquées dans les opérations de maintien de la paix.

Le contexte géopolitique de risque sécuritaire, pris en compte par le dernier Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale, renforce aujourd'hui la nécessité de cette présence, comme l'a réaffirmé la délégation en s'exprimant devant la communauté française, à la Résidence de France.



Délégation sénatoriale avec l'ambassadeur de France au Sénat du Gabon

*

Cette mission, courte et dense, a permis de renforcer l'amitié franco-gabonaise et d'apporter à la délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Afrique centrale, des éléments importants d'information sur le Gabon émergent, poumon vert du continent et pays stable dans une Afrique, certes en forte croissance, mais confrontée à un défi sécuritaire majeur.

Composition de la délégation



M. Jean-Pierre CANTEGRIT
Président du groupe
Sénateur (UMP)
des Français établis hors de France



Mme Catherine TASCA
Présidente déléguée du groupe
Sénatrice (Soc) des Yvelines



M. Jean-Marc PASTOR
Membre du groupe
Sénateur (Soc) du Tarn

Pour en savoir plus : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_572.html